

Le complexe agro-alimentaire et l'État

Guy Debailleul et Philip Erhensaft

Volume 5, numéro 1, printemps 1987

Le complexe agro-alimentaire et l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002016ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002016ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Debailleul, G. & Erhensaft, P. (1987). Le complexe agro-alimentaire et l'État. *Cahiers de recherche sociologique*, 5(1), 5–13. <https://doi.org/10.7202/1002016ar>

PRÉSENTATION

LE COMPLEXE AGRO-ALIMENTAIRE ET L'ÉTAT

Guy DEBAILLEUL
Philip ERHENSFT

Depuis le début des années 1980, les marchés agricoles internationaux sont entrés dans une des phases les plus turbulentes depuis la Grande Dépression. Cette instabilité se traduit par une baisse continue des prix céréaliers: le prix pondéré de la tonne de céréales est passé de \$255 en 1981 à \$165 en janvier 1987. Cette déstabilisation des marchés s'explique tout autant par une contraction de la demande, sous l'effet de l'endettement extérieur des pays importateurs et de la chute des revenus pétroliers, que par une expansion soutenue de l'offre résultant des investissements massifs réalisés dans la production céréalière pendant le boom d'exportations des années 1970. Elle s'explique également par le comportement des deux «super-puissances» agricoles, les États-Unis et la Communauté Économique Européenne. Celles-ci, confrontées à une crise de leur politique agricole et à l'incapacité de réaliser un consensus à propos d'une réforme de leur système de régulation, trouvent sur le marché mondial un exutoire à leurs difficultés internes, comme le montrent Debailleul et Erhensft.

Le comportement des marchés internationaux se répercute au Canada par une érosion continue des prix agricoles. Cette tendance, se combinant à une dévalorisation du capital foncier agricole et à des niveaux de taux d'intérêt réels parmi les plus élevés que l'économie canadienne ait connus depuis vingt ans, a jeté une large fraction des fermes dans une situation financière précaire.

Or, les transformations qu'ont connues les exploitations agricoles depuis deux décennies les ont rendues financièrement plus fragiles et plus sensibles aux événements qui affectent l'économie globale. Encore doit-on se garder de considérer l'agriculture canadienne comme un tout homogène. Il s'agit au contraire d'un ensemble très différencié, non seulement selon les critères traditionnels de la taille et du système de production, mais également selon d'autres caractéristiques qui concernent

soit les entreprises, soit leurs gestionnaires, selon la typologie qu'ont retenue Bollmann et Clemenson pour nous présenter une physionomie du secteur agricole canadien telle qu'elle se dégage d'un rapprochement des données du recensement agricole et de celui de la population. On retiendra, en particulier, la place tenue par les exploitants agricoles obtenant une fraction importante de leurs revenus d'activités non-agricoles. Ce phénomène s'est développé dans tous les pays capitalistes avancés mais a atteint une ampleur particulière en Amérique du Nord. Il ne peut manquer d'avoir des conséquences sur l'efficacité et la pertinence des politiques traditionnelles de soutien des revenus agricoles.

Depuis plus de 150 ans, une fraction importante des ressources agricoles du Canada est consacrée à la production de biens destinés au marché extérieur et exportés sans transformation. Les gains énormes de productivité réalisés dans l'agriculture depuis la Seconde Guerre mondiale ont renforcé la capacité concurrentielle du Canada dans les secteurs des céréales et des oléagineux. Cependant, l'ensemble des exploitations sont devenues en même temps de plus en plus dépendantes, soit pour leur approvisionnement en biens et services nécessaires à la production, soit pour la transformation et la commercialisation de leurs produits, d'un ensemble très imbriqué d'activités économiques qui constituent avec le secteur agricole le «complexe agro-alimentaire».

Ce complexe agro-alimentaire constitue un des pôles de croissance industrielle les plus importants au Canada, comme le montre l'article de Gherzi. Représentant l'ensemble des activités liées à la production, la transformation et la distribution des produits agricoles et alimentaires, il mobilise 15% de la population active, 16% du revenu disponible des Canadiens, pour réaliser 10.5% du Produit Intérieur Brut.

En même temps, sa dynamique et son évolution font apparaître des éléments paradoxaux, opposant notamment sa relative concentration financière à sa dispersion technique, à l'image des complexes agro-alimentaires d'autres pays industriels. Une telle situation ne peut manquer d'entretenir des inquiétudes dans l'éventualité d'une plus grande ouverture des marchés et de l'instauration d'un régime de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

On peut, en effet, se faire une idée des chocs que provoquerait un accord de libre-échange sur le fonctionnement des exploitations agricoles et sur les secteurs industriels auxquels elles sont articulées si l'on sait que l'agriculture canadienne peut être caractérisée par trois types de marché. Un premier type correspond à un marché protégé ou réglementé d'envergure nationale ou provinciale, caractérisé par l'existence de plans-

conjointes avec contrôle quantitatif de l'offre, et regroupant 18% des exploitations dans les productions du lait et de la volaille. Ces agriculteurs bénéficient de prix approximativement indexés sur les coûts de production.

Un second type de marché concerne les productions de boeuf et de porc. C'est un marché libre à l'échelle continentale dont les tendances sont dictées par les cotations de Chicago ou d'Omaha. Ce type de marché qui n'offre d'autre forme de protection contre les fluctuations instantanées des prix que les contrats à terme et concerne 24% des exploitations canadiennes.

Un dernier type de marché opère à l'échelle mondiale et affecte les productions céréalières et oléagineuses dans lesquelles sont spécialisées 42% des fermes, principalement situées dans les provinces des Prairies. L'intervention de l'État dans ce type de marché consiste à assurer aux producteurs un prix qui amortit sur plusieurs années les fluctuations des prix mondiaux. Elle ne les protège donc pas contre une baisse tendancielle de ces prix. Elle se complète toutefois de mesures de stabilisation des revenus de producteurs.

On conçoit donc aisément qu'une modification des rapports commerciaux entre le Canada et les États-Unis qui intégrerait le secteur agricole et agro-alimentaire remettrait complètement en cause le fonctionnement des marchés qui font l'objet d'une réglementation, mais aussi plus généralement l'ensemble des interventions de l'État dans l'agriculture.

Or, ces interventions de l'État, qu'elles revêtent un caractère ponctuel ou qu'elles soient organisées autour de politiques agricoles à long terme, ont historiquement accompagné et modelé l'évolution de l'agriculture canadienne, comme le rappelle Perreault dans son article.

Certes, un courant néo-conservateur de plus en plus influent tant aux États-Unis qu'au Canada veut faire «sortir l'État de l'agriculture» et engager celle-ci dans une voie résolument *market oriented*. Les défenseurs de ce courant ne manquent pas de prendre les courants réformistes et «interventionnistes» à contre-pied en faisant valoir que les politiques de soutien des prix et des revenus des agriculteurs ont souvent eu des effets opposés aux objectifs initiaux, en ce sens qu'elles ont pu favoriser la concentration et procurer des rentes de situation à une minorité d'agriculteurs.

En dépit du soutien de couches de plus en plus grandes de la population, notamment des couches urbaines et des associations de

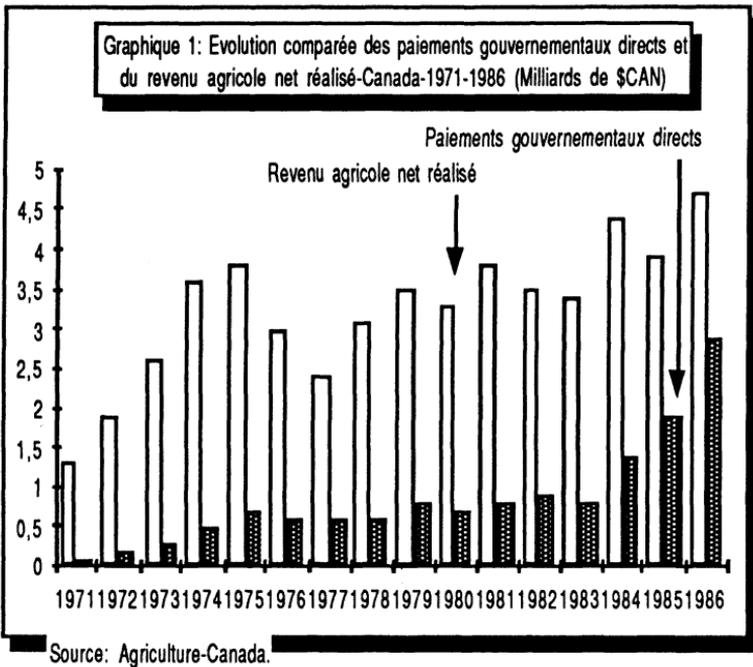
consommateurs, la tentative de l'administration Reagan de réformer radicalement la politique agricole a échoué aux États-Unis, en particulier, à cause du contexte de crise aiguë qui affecte des pans entiers de l'économie agricole américaine.

Le stress financier agricole qui sévit depuis plusieurs années au Canada rend improbable à court terme une évolution dans le même sens de la politique agricole canadienne. Il risque, au contraire, de nécessiter une intervention plus grande de l'État.

Ce sont les secteurs de la viande bovine et porcine et ceux des céréales et des oléagineux, rassemblant les deux tiers des producteurs canadiens, qui ont été les plus touchés par l'évolution de la conjoncture depuis le début des années 1980. La baisse tendancielle qui affecte actuellement les marchés céréaliers provoquent la chute du prix des terres agricoles, particulièrement dans les Prairies qui regroupent 80% des terres cultivées au Canada.

Pour comprendre l'ampleur de la crise actuelle, en particulier du point de vue financier, il faut se rappeler que la décennie 1970 avait été caractérisée par une expansion soutenue des marchés et des prix céréaliers. Ce contexte avait poussé de nombreux agriculteurs à accroître leurs capacités de production en recourant à des emprunts garantis sur la valeur de leurs terres. Cette valeur reflétant l'euphorie générale doublait de 1977 à 1981, limitant le poids des emprunts sur le taux d'endettement tout en assurant à leurs propriétaires de confortables gains en capital¹. Le renversement brutal de cette tendance qui s'opère à partir de 1981, en se combinant aux taux d'intérêt réels élevés, allait provoquer un secousse financière sans précédent.

On peut penser que cette crise qui a provoqué la multiplication du nombre des faillites et des liquidations aurait entraîné un véritable désastre de l'agriculture canadienne n'eut été l'augmentation massive des paiements gouvernementaux pour soutenir le revenu agricole.



Mais l'héritage de la décennie précédente ne se limite pas à la dimension financière. L'expansion agricole des années 1970 parfois fortement encouragée par des politiques fédérales ou provinciales (telles que la politique d'auto-suffisance ou le zonage agricole au Québec) a accru dans certaines régions le niveau de stress subi par les ressources en sol et s'est traduite par l'aggravation des phénomènes d'érosion (notamment dans les zones de culture ininterrompue du maïs au Québec et en Ontario) ou de salinisation dans les Prairies. Manning et Lamoureux montraient qu'en remettant en cause le mythe des réserves illimitées en terre dont disposerait le Canada, le développement de ces tendances pose le problème du rôle de l'État dans la planification des ressources foncières.

Un contrôle plus étroit ou une gestion plus rationnelle des ressources déborde d'ailleurs largement le cadre de l'agriculture et s'adresse à l'ensemble des ressources renouvelables, notamment forestières et halieutiques que l'on a trop longtemps laissé surexploiter

ou mal exploiter comme on peut en juger d'après l'article de Peltier et Revéret.

Le complexe agro-alimentaire fait donc face à un double défi: le défi de la restructuration des marchés agricoles continentaux et mondiaux et le défi de la dégradation des ressources naturelles. Dans les deux cas, le rôle de l'État reste essentiel dans la redéfinition des politiques agricoles, agro-alimentaires et environnementales.

Une telle conjoncture fournit une occasion de s'interroger sur l'évolution des outils théoriques et méthodologiques dont nous disposons en sciences sociales pour analyser des questions comme celle des rapports entre le complexe agro-alimentaire et l'État. Le fait de rassembler dans un même numéro des *Cahiers de Recherche Sociologique* consacré à ces questions des contributions réalisées par des chercheurs rattachés à des disciplines aussi diverses que l'économie agricole, les sciences politiques, la géographie, les sciences de l'environnement, illustre le caractère multidisciplinaire qu'implique l'approche des problèmes agricoles et reflète les orientations *d'une nouvelle sociologie rurale critique* qui a pris forme depuis une quinzaine d'années.

En Amérique du Nord, la sociologie rurale et l'économie agricole sont nées des mouvements de protestation et de réforme agraire qui ont bousculé les campagnes entre la fin du dix-neuvième siècle et la Grande Dépression. Aux États-Unis, la fin de la «frontière» coïncidait avec l'invention du tracteur. Ces deux facteurs ont provoqué une tendance à long terme vers une consolidation des fermes et un exode rural. Le Québec et l'Ontario connaissaient ce même mouvement de concentration tandis que les Prairies représentaient la dernière frontière nord-américaine. Celle-ci est devenue le foyer des puissants mouvements agraires qui contestaient les prix monopolistes imposés par les compagnies de chemin de fer, les commerçants de grain et les manufacturiers de machine agricole.

Après la Première Guerre mondiale, les nouvelles techniques de production ont entraîné l'apparition de surplus agricoles chroniques. Confrontées au déclin des communautés rurales et à l'insuffisance des revenus agricoles, les jeunes sciences sociales de la sociologie rurale et de l'économie agricole se sont données comme mandat la recherche des solutions au «problème agricole».

Le *New Deal* américain a donné l'occasion aux «jeunes turcs» de transformer leurs visions en nouvelles politiques agricoles dont les principaux éléments ont subsisté jusque dans la politique agricole américaine contemporaine. Étant parvenues à traduire leurs analyses en

politiques, l'économie agricole et la sociologie rurales se sont éloignées de leurs origines critiques et interventionnistes.

En sociologie rurale, on s'est surtout intéressé à la diffusion des innovations et à l'analyse de la spécificité du monde rural par rapport à son environnement urbain contemporain. Les questions des structures et des systèmes de production, de la différenciation des classes sociales à l'intérieur de l'agriculture, du contrôle économique et politique des régions rurales par les oligopoles industriels et financiers, et plus généralement la question du pouvoir et du contrôle social ont été largement négligées².

Le constat que fait H. Newby de l'évolution de la sociologie américaine pendant cette période est révélateur:

«Dans toutes les sociétés capitalistes avancées, l'agriculture est devenue de plus en plus rationalisée devant une série de conditions de marché définies de plus en plus par l'État. Toutefois l'économie agricole n'a pas fourni aux spécialistes de sociologie rurale l'économie politique élaborée qui pourrait servir de base à une sociologie agricole. Il manque encore une analyse comparée de l'intervention étatique en agriculture qui tienne compte des sous-jacentes sociologiques des différentes formes de mobilisation des agriculteurs...Au lieu d'étudier les causes des interventions étatiques dans l'agriculture, la sociologie rurale a traditionnellement porté sur leurs conséquences, changements démographiques, migrations, pauvreté rurale, le déclin de la «communauté rurale» et les autres problèmes corrélatifs de«l'adaptation de l'exploitation agricole» . Une autre conséquence qui n'a pas été explorée aussi à fond est la croissance d'un complexe agricole et commercial de fourniture de produits alimentaires, avec des liens en amont et en aval le rattachant à l'agriculture traditionnelle»³.

A partir des années 1960, cependant, on assiste à la redécouverte par la sociologie rurale de sa vocation critique. A l'échelle du continent nord-américain, ce renouveau nous paraît présenter trois dimensions: un mouvement américain, une composante canadienne et une dimension québécoise.

La dimension américaine est caractérisée par l'irruption du mouvement radical dans un champ que beaucoup considéraient comme moribond. Ce mouvement est porté par des jeunes sociologues sensibilisés aux problèmes du tiers monde et convaincus de la nécessité d'une approche multidisciplinaire pour comprendre le monde dans sa totalité.

Le boom des exportations des années 1970 qui révélait le pouvoir des sociétés multinationales telles que Cargill et faisait apparaître les exportations agricoles comme une arme dans la stratégie agricole américaine a souligné la nécessité d'analyser le complexe agro-alimentaire dans son contexte international.

Au Canada, on assiste aux mêmes manifestations d'un courant radical, avec une composante néo-marxiste. Cependant, la dimension canadienne du renouveau de la sociologie rurale naît du rapprochement de ce courant avec l'école de la dépendance qui a analysé les caractéristiques des nouvelles sociétés constituées autour des exportations de matières premières. En s'inspirant d'Inness et en étudiant la société rurale comme un système de production de marchandises pour les marchés nationaux et internationaux, la sociologie rurale canadienne a pris une orientation d'économie politique.

La spécificité québécoise du renouvellement de la réflexion sur l'évolution de l'agriculture présente plusieurs caractéristiques. En premier lieu, il a été lié à l'émergence du mouvement nationaliste dont les dimensions réformistes ne sont pas sans rappeler les conditions du *New Deal* qui avaient rendu aux sciences sociales agricoles américaines une dimension critique. Ce renouvellement s'illustre, en second lieu, par l'incorporation d'une influence européenne, représentée notamment par l'«école de l'INRA»⁴ aux analyses américaine et canadienne. Cette influence, caractérisée en particulier par l'attention accordée au rôle de l'Etat dans la transformation des structures sociales agricoles et aux rapports entre l'agriculture et les industries agro-alimentaires, apportait une autre référence d'économie politique dont Newby déplorait l'absence dans l'économie agricole américaine. Enfin, une troisième caractéristique semble être sa dimension multi-disciplinaire, puisqu'il a été porté, depuis le début des années 1970, tout autant par les disciplines de

l'anthropologie, de l'histoire, de la géographie, des sciences politiques et de l'environnement que par la sociologie et l'économie agricole. Cette multidisciplinarité et la capacité de parler le langage de l'économie politique jouent un rôle essentiel dans le maintien, au Québec, d'un courant dynamique dans le champ de l'analyse de l'évolution du secteur agricole.

**Guy DEBAILLEUL et
Philip ERHENSFT**

Département d'Économie rurale,
Université Laval et
Département de Sociologie,
Université du Québec à Montréal

Notes

- (1) Guy Debailleul et Philip Ehrensft, «La crise financière et l'agriculture canadienne», *Cahiers d'Économie et de Sociologie Rurales*, Institut National de la Recherche Agronomique, Paris, no. 5, juin 1987.
- (2) William Friedland, «Who Killed Rural Sociology? A Case Study in the Political Economy of Knowledge Production», Paper presented at the annual meeting of the American Sociological Association, Boston, 1979.
- (3) Howard Newby, «Trend Report: Rural Sociology», *Current Sociology*, International Sociological Association, Vol. 28, no. 1, printemps 1980.
- (4) Expression par laquelle nous désignons un ensemble de travaux réalisés durant les années 1970 par des chercheurs du département d'Économie et de Sociologie rurales de l'Institut National de la Recherche Agronomique, en France.